

Pour diffusion immédiate

Le QCGN a une nouvelle présidente intérimaire et une détermination renouvelée de lutter contre la loi 96 et autres mesures législatives néfastes pour les Québécois d'expression anglaise

Montréal, le 10 juin 2022. – Sous la direction de la nouvelle présidente intérimaire Eva Ludvig, le Quebec Community Groups Network est ressorti d'un forum politique avec une détermination bien arrêtée à lutter contre le projet de loi 96 et à plaider fermement pour que la mise à jour de la nouvelle législation fédérale visant à actualiser la Loi sur les langues officielles n'abandonne pas le Québec d'expression anglaise en rejetant le principe fondamental de la dualité linguistique d'un océan à l'autre

« Selon nous, la présente refonte de la Loi sur les langues officielles modifiera celle-ci de manière à miner les relations de longue date de notre communauté avec le gouvernement du Canada et nous rendra vulnérables », a déclaré Eva Ludvig. Selon la nouvelle présidente, le projet de loi C-13 propose de créer de nouveaux droits linguistiques dans une seule langue officielle. « Le QCGN se bat avec acharnement pour s'assurer que notre communauté en situation minoritaire, forte de 1,1 million de personnes, se voit également accorder ces nouveaux droits. »

Mme Ludvig a noté que Sonia LeBel, ministre québécoise responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne, a transmis au Comité sénatorial permanent des langues officielles de la Chambre des communes 14 propositions d'amendements détaillant ce que le Québec souhaite voir formuler dans le projet de loi C-13. « Ces recommandations n'ont pas été partagées publiquement et ne figurent pas sur le site Web du Comité. Toutefois, il est clair que l'affrontement entre le gouvernement de la Coalition Avenir Québec et la communauté d'expression anglaise se poursuit. Ici, aucune surprise. Le Québec veut la compétence exclusive sur les questions de langue et de culture, et souhaite qu'Ottawa abandonne ses obligations constitutionnelles envers les langues officielles du Canada et du Québec d'expression anglaise. »

« Entre temps, le QCGN suit de près la mise en œuvre du projet de loi 96 et documentera l'impact qu'il aura sur chaque Québécois », a précisé Mme Ludvig. Elle a également informé du récent lancement du site Web du QCGN sur l'accès à la justice en anglais, où les personnes pourront raconter comment certains éléments du projet de loi 96 les ont affectés. Ce site est conçu pour renseigner la population, la consulter et discuter des questions de justice qui ont un impact sur la communauté d'expression anglaise du Québec.

Mme Ludvig a ajouté : « Nous collaborerons également avec ceux qui entament des contestations judiciaires et nous élaborons des stratégies et des tactiques pour que, lors de la prochaine campagne électorale, l'on oublie pas la loi 96 ni les projets de loi 21 et 40 ». La nouvelle présidente faisait référence à la législation provinciale sur la laïcité, qui interdit le port de symboles religieux pour certains employés de l'État, y compris les enseignants ainsi qu'à la gouvernance des conseils scolaires, qui piétine le droit de la communauté à contrôler et à gérer ses écoles.

Mme Ludvig s'exprimait lors d'un forum politique de deux jours du QCGN - *Le Québec d'expression anglaise à la croisée des chemins* - où plus de 100 membres et intervenants du QCGN ont discuté de l'avenir de la communauté d'expression anglaise du Québec.

S'adressant aux participants, Mme Ludvig a indiqué : « On nous a encore rappelé ce matin que le Québec d'expression anglaise n'est pas un problème, et que nous ne sommes pas une menace pour le français au Québec ou ailleurs. Nous sommes en effet un atout pour notre société, où nous avons été des éléments essentiels et continuerons de l'être. J'ai hâte de poursuivre les conversations entamées aujourd'hui et de travailler avec tous les membres de notre communauté d'expression anglaise ainsi qu'avec tous les Québécois pour pouvoir affronter ensemble les défis qui se présentent à nous ».

Le forum politique du QCGN a débuté jeudi soir par un hommage émouvant à la présidente sortante Marlene Jennings qui a passé le relais à Eva Ludvig. Marlene, qui devait se retirer au printemps, avait de multiples engagements qu'elle ne pouvait plus repousser jusqu'à l'assemblée générale annuelle reportée à l'automne.

« Marlene a réussi à rassembler notre communauté et a prouvé qu'elle a su faire entendre notre voix de manière efficace et cohérente », a déclaré Mme Ludvig, qui a conclu en remerciant sincèrement Mme Jennings pour ses multiples contributions au cours de nombreuses années. « Marlene a aidé à jeter les assises du succès durable du QCGN en faisant progresser notre projet de renouvellement. Pour tout cela, nous lui sommes très reconnaissants. »

Le Quebec Community Groups Network (www.qcgn.ca) est un organisme à but non lucratif qui rassemble des organismes communautaires d'expression anglaise de tout le Québec. Centre d'expertise et d'actions collectives fondées sur des données probantes, il cerne, aborde et explore les enjeux stratégiques qui ont des répercussions sur le développement et le dynamisme de la communauté québécoise d'expression anglaise. Le QCGN favorise également le dialogue et la collaboration entre ses organisations membres, les particuliers, les groupes, les institutions et les dirigeants de la communauté.

Pour plus de renseignements :

Rita Legault, directrice des communications | rita.legault@qcgn.ca
Cellulaire : 438 270-0680